

SENAT

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité- Travail- Progrès

RAPPORT N°48

DE LA COMMISSION ECONOMIE ET FINANCES

RELATIF

**A L'EXAMEN DU PROJET DE LOI AUTORISANT LA
RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT 64-990- C-
G POUR LE PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES
SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES (REDISSE)
EN AFRIQUE CENTRALE REPUBLIQUE DU CONGO- DANS
LE CADRE DE LA QUATRIEME PHASE DE REDISSE**

**ENTRE
LE CONGO ET LA BANQUE MONDIALE**

TROISIEME LEGISLATURE DU SENAT

**QUATRIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DU SENAT
DU 18 AVRIL 2020**



SOMMAIRE

INTRODUCTION ----- P. 3

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE ----- P. 4

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE ----- P. 6

CONCLUSION ----- P. 10



INTRODUCTION

La Commission Economie et Finances du Sénat s'est réunie les 23 et 26 avril 2020 dans la salle latérale du Palais des Congrès sous la direction du Vénérable Sénateur **Jean Marie ANDZIBA EPOUMA**, son Président, pour examiner le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement 64-990- C-G pour le projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique centrale République du Congo- dans le cadre de la quatrième phase de redisse entre le Congo et la Banque Mondiale.

Le Sénat est la deuxième Chambre saisie.

Ont pris part aux travaux, les Vénérables Sénateurs :

Paul Stanislas NGUIE	: Premier Vice-Président
Antoine BANVIDI	: Deuxième Vice-
Président	
Aristide NGAKOSSO NGAMA	: Rapporteur
Jean Serge KENTOUA	: Secrétaire
Théophile ADOUA	: Membre
Athanase MAKAYA MAKOUNDI	: Membre
Martin Nicaise MAKOSSO	: Membre
Bernard MBATCHI	: Membre
Anastasie MOUDOUEMA BATSELILI	: Membre
Joséphine MOUNTOU-BAYONNE	: Membre.

Excusé, le Vénérable Sénateur :

Jean Nicolas MOUNGALA	: Membre.
-----------------------	-----------

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE

La république du Congo et l'Association Internationale de développement (Banque Mondiale) ont signé, le 19 octobre 2019, un accord de financement « 64990 » d'un montant de treize millions cinq cent mille (13.500.000) euros équivalant à quinze millions (15.000.000) de dollars USD, en vue du financement du projet d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique centrale, projet du Congo dans le cadre de la quatrième phase de REDISSE.

Cet accord de financement est destiné à :

- renforcer les capacités internationales, nationales et régionales de surveillance commune des maladies et la préparation aux épidémies dans le pays ;
- fournir une réponse immédiate et efficace en cas de crise ou d'urgence reconnue.

L'Association Internationale de développement a accordé à l'Etat congolais un crédit, considéré comme un financement concessionnel, pour la mise en œuvre de la quatrième phase du projet REDISSE à des conditions contractuelles ci-après :

- ❖ le taux de commission d'engagement maximal est d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ de 1%) par an sur le solde créditeur non retiré ;
- ❖ les frais de service correspondent au plus élevé des montants sont :
 - ✓ des trois quarts d'un pour cent ($\frac{3}{4}$ de 1%) par an plus l'ajustement de base des frais de service ;
 - ✓ des trois quarts d'un pour cent ($\frac{3}{4}$ de 1%) par an sur le solde créditeur retiré.
- ❖ le taux d'intérêt est d'un pour cent et un quart (1,25%) par an plus l'ajustement de du taux d'intérêt et de zéro pour cent (0%) par an sur le solde créditeur retiré ;
- ❖ Les dates de paiement sont le 15 février et le 15 août de chaque année ;
- ❖ La durée du crédit est de trente (30) ans avec un délai de grâce pour le remboursement de cinq (5) ans ;
- ❖ Le montant du principal du crédit sera remboursé et de la manière suivante :

X

date principale de paiement	montant du principal du crédit a rembourser (en pourcentage)	montant du principal du crédit a rembourser (en dollar)
Début 15 février 2025 jusqu'à et y compris le 15 août 2044	1,65%	247 500
Début 15 février 2045 jusqu'à et y compris le 15 août 2049	3,40%	510 000

- ❖ Le projet sera exécuté sur cinq (5) ans dans tous les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Le projet du Congo dans le cadre de la quatrième phase de REDISSE comprend quatre (4) parties qui se déclinent ainsi qu'il suit :

- i) le renforcement de la capacité de surveillance et des laboratoires à détecter rapidement les premières manifestations des épidémies qui vise à renforcer le système de surveillance de la santé humaine, animale et environnementale pour la détection précoce des flambées des maladies grâce à une meilleure planification et mise en œuvre des systèmes coordonnés de surveillance, de laboratoire, d'information, de formation et de notification dans les secteurs de l'homme et des animaux ;
- ii) le renforcement de la capacité de la planification et de gestion des urgences pour réagir rapidement face aux premières manifestations des épidémies qui ambitionne à améliorer les capacités locales, nationales et régionales du Congo à se préparer aux épidémies imminentes et répondre effectivement aux menaces d'épidémies des maladies humaines et animales, y compris les risques de mortalité résultant des maladies infectieuses ;
- iii) le développement du personnel de santé publique aura pour but de développer pour le Congo sa capacité institutionnelle de planification et de gestion, de la formation de la main d'œuvre, en tirant parti des structures et des programmes de formation existants.
- iv) le renforcement des capacités institutionnelles, la gestion du projet, la coordination et le plaidoyer concerne la réalisation conjointe par le Congo et la CEEAC d'un programme de capacités techniques axé sur tous les aspects de la gestion du projet et les aspects de sauvegarde sociale et environnementale.

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE

Dans le cadre de l'examen de cette affaire, la commission a reçu, le dimanche 26 avril 2020 à 13 h dans la salle des banquets du Palais des Congrès, Monsieur **NGATSE Ludovic** Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances et du Budget, chargé du Budget, qui a fait un exposé liminaire avant de répondre aux préoccupations des Vénérables Sénateurs.

II-1- EXPOSE LIMINAIRE DU MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET, CHARGE DU BUDGET.

Présentant le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement 64-990- C-G pour le projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (redisse) en Afrique centrale République du Congo- dans le cadre de la quatrième phase de redisse entre le Congo et la Banque Mondiale, Monsieur **NGATSE Ludovic** a souligné que compte tenu de sa situation géographique, la République du Congo est exposée à des épidémies.

Le pays dispose de peu de ressources financières et techniques pour relever les défis liés à la surveillance épidémiologique alors qu'elle fait face depuis 2018 à d'importantes menaces.

En 2018, notre pays a été confronté à de multiples épidémies et autres événements de santé publique, notamment l'épidémie de « Fièvre jaune » dans le département de Pointe-Noire et les alertes liées à la maladie à virus « Ebola ». Les épidémies à virus Ebola qui sévissent en RDC, peuvent potentiellement devenir des épidémies régionales à travers la transmission transfrontalière.

En début d'année 2019, le pays a également connu des périodes d'épidémie du « Chikungunya ».

Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé deux financements à hauteur respectivement de 220 millions de dollars (Agence Internationale de Développement –AID) et 60 millions de dollars (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement – BIRD), soit un total de 280 millions de dollars, pour renforcer les systèmes de santé et assurer l'efficacité de la veille sanitaire en Afrique centrale.

Il s'agit du quatrième projet financé au titre du Programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies (ou REDISSE, selon son acronyme en anglais).

Les pays bénéficiaires du projet sont : l'Angola, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo et le Tchad. Les cinq pays inclus dans REDISSE IV ont priorisé cette initiative et ont alloué un financement de l'Agence Internationale de Développement et un financement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du Règlement sanitaire international et du Code sanitaire pour les animaux terrestres.

Multisectoriel, le programme REDISSE a pour objectif de renforcer les capacités nationales et régionales de gestion des menaces à l'interface entre les hommes, les animaux et les écosystèmes, source de la plupart des agents pathogènes connus et nouveaux susceptibles de provoquer des épidémies. Le programme va aider les pays bénéficiaires à affronter certaines maladies les plus graves et à sauver des vies.

Ce projet sera donc une plateforme de haut niveau qui harmonisera les décisions politiques et les mesures réglementaires en privilégiant une approche transversale afin d'améliorer la coopération et la coordination de la surveillance des maladies et de l'anticipation des épidémies en Afrique centrale.

L'enveloppe des 280 millions de dollars indiquée ci-haut se répartie ainsi qu'il suit :

- Angola : 60 millions ;
- République centrafricaine : 15 millions ;
- République Démocratique du Congo : 150 millions ;
- République du Congo : 15 millions ;
- Tchad : 30 millions ;

A

- Le secrétariat général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui accueillera l'entité chargée de l'exécution du projet, se voit également allouer 10 millions de dollars.

Le projet est structuré en quatre composantes suivantes :

Composante 1 :

Renforcement des capacités de surveillance et de laboratoire pour une détection rapide des épidémies, montant : 7 millions 450 mille dollars.

Composante 2 :

Amélioration des capacités de planification et de gestion des urgences pour réagir rapidement en cas d'épidémie : 2 millions 550 mille dollars.

Composante 3 :

Développement des ressources humaines en santé publique : 2 millions 50 mille dollars.

Composante 4 :

Renforcement des capacités institutionnelles, Gestion, Coordination et Plaidoyer : 2 millions 950 mille dollars.

II-2- PREOCCUPATIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION, A L'ENDROIT DU MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET, CHARGE DU BUDGET.

- 1- Le retard pris par les pays de l'Afrique Centrale et de la Communauté Economique d'Afrique Centrale dans la conclusion avec la Banque Mondiale d'un accord de financement lié à l'amélioration des systèmes de surveillance de maladies (REDISSE) depuis l'épidémie d'Ebola.
- 2- Le bilan de la mise en œuvre de la 1^{ère} à la 3^{ème} phase du projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique de l'Ouest.

X

II-3- REPONSES DU MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET, CHARGE DU BUDGET AUX PREOCCUPATIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION.

REPONSES AUX PREOCCUPATIONS.

- 1- Sur le retard pris par les pays de l'Afrique Centrale et de la Communauté Economique d'Afrique Centrale dans la conclusion avec la Banque Mondiale d'un accord de financement lié à l'amélioration des systèmes de surveillance de maladies (REDISSE) depuis l'épidémie d'Ebola.**

Les Etats de la CEEAC n'ont pas pris de retard pour ce projet. Il s'agit ici d'un Programme de la Banque mondiale qui a choisi les pays de la CEDAO comme zone pilote pour le Projet REDISSE (de 2016 à 2018) afin de l'étendre dans d'autres sous-régions en cas de succès.

- 2- Sur le bilan de la mise en œuvre de la 1^{ère} à la 3^{ème} phase du projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique de l'Ouest.**

Le Projet REDISSE a commencé dans plus d'une dizaine de pays pilotes.

La première phase (2016) : regroupe la Guinée, la Sierra, Leone le Sénégal et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

La deuxième phase (2017) : regroupe le Togo, le Nigéria, le Libéria et la Guinée-Bissau.

La troisième phase (2018) : regroupe le Mali, le Benin, la Mauritanie et le Niger. Si la Banque mondiale a poursuivi la réalisation de ce programme jusqu'à la phase IV en Afrique centrale, il faut comprendre par-là que le projet a produit des effets escomptés.

D'ailleurs le Comité de pilotage du projet REDISSE en Afrique de l'Ouest s'était réuni le 3 novembre 2019 à Lomé, au Togo pour célébrer ces bons résultats.

X

Toutefois, les pays bénéficiaires du projet REDISSE en Afrique de l'Ouest ont encore besoin de beaucoup d'accompagnement pour mener à bien ce projet.

CONCLUSION

Au terme des débats le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement 64-990- C-G pour le projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique Centrale - République du Congo dans le cadre de la quatrième phase de REDISSE entre le Congo et la Banque Mondiale, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances du Sénat, après avoir examiné le rapport de l'Assemblée Nationale sur la question, ont adopté à l'unanimité, ledit projet de loi et le présent rapport .

Aucune divergence n'a été constatée avec le rapport de l'Assemblée Nationale.

Le vote a donné les résultats suivants :

▪ Inscrits	:	12
▪ Présents	:	11
▪ Excusé	:	01
▪ Votants	:	11
▪ Pour	:	11
▪ Contre	:	00
▪ Abstention	:	00.

En conséquence, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances, demandent à la plénière du Sénat d'en faire autant.

Fait à Brazzaville, le 26 Avril 2020

La Commission.